

M. Blix accueille M. Adonit Manouan, Ambassadeur de la Côte d'Ivoire, Président de la Conférence.



Intensifier l'effort universel de développement

Points essentiels du discours annuel du Directeur général

Dans son allocution à la vingt-neuvième Conférence générale de l'Agence, M. Hans Blix, Directeur général de l'AIEA, a lancé un appel en faveur d'une intensification de la collaboration universelle afin d'harmoniser les intérêts divergents et de renforcer les contributions pacifiques de l'énergie nucléaire au développement mondial dans des domaines tels que le système international des garanties, le stockage définitif des déchets nucléaires, la coopération technique, l'énergie et le commerce.

Stockage définitif des déchets nucléaires

Le Directeur général a fait valoir qu'il serait bon, pour résoudre les problèmes du stockage définitif des déchets nucléaires, de faire davantage appel à des initiatives internationales, notamment en envisageant la création de dépôts de stockage communs. Un certain «intérêt international» se justifie en ce qui concerne les stockages nationaux de déchets fortement radioactifs tout autant qu'à l'égard des grands problèmes écologiques de notre temps. «La façon dont les divers pays abordent cette question n'est pas indifférente. De grands sites bien organisés, bien situés et bien équipés paraîtraient préférables à une multitude de petits stockages».

Certains pays, a fait observer M. Blix, ont des programmes nucléaires très réduits et d'autres sont dépourvus des sites de stockage possédant les caractéristiques géologiques idéales. D'autres encore ont, en raison du problème des déchets, différé ou annulé des programmes nucléaires. «Ces pays doivent-ils être privés de l'énergie nucléaire ou obligés de consacrer des sommes disproportionnées à des sites de stockage qui n'offrent pas la possibilité d'opérations à grande échelle?»

Les perspectives de solutions régionales ou internationales au problème de la gestion des déchets se sont améliorées depuis peu, a dit le Directeur général, et un intérêt se manifeste. Quelques pays ont offert d'accueillir des déchets provenant de centrales étrangères et la Commission des Communautés européennes a fait valoir qu'une telle solution «paraîtrait indispensable dans le

cas de pays qui ont des programmes nucléaires limités». Un groupe de spécialistes de l'AIEA a lui aussi suggéré une coopération internationale pour la gestion du combustible irradié.

Le facteur le plus important, a dit M. Blix, est cependant peut-être l'apparition de formules et de techniques de pointe en ce qui concerne les installations pour combustible irradié et les stockages de déchets hors centrale. Il y a quelques années, «le fait d'envisager une dimension internationale pour ces installations était peut-être beaucoup demander. Aujourd'hui il ne paraît pas déraisonnable d'inviter les planificateurs intéressés à considérer les avantages économiques et autres qu'il y aurait à prévoir des capacités permettant le stockage d'une certaine quantité de combustible irradié étranger ou d'une certaine quantité de déchets étrangers».

Garanties internationales

Une acceptation internationale plus large du système des garanties et la confiance du public dans ce système, qui vérifie le caractère pacifique des installations nucléaires, sont fondamentales pour sa crédibilité, son efficacité et son développement, a déclaré le Directeur général. «Je pense que le public estimera avec moi que les garanties sont une avancée vers un monde où règne davantage de confiance mutuelle, et un instrument que les gouvernements pourraient utiliser plus largement, par exemple pour créer la confiance concernant le stockage à des fins pacifiques et l'utilisation de quantités croissantes de plutonium», a-t-il dit.

Pour maintenir et renforcer le haut niveau de crédibilité et d'acceptation atteint jusqu'ici, il faut consolider encore le système des garanties et l'affranchir de la rigueur des contraintes financières. «La croissance zéro ne peut être imposée comme une camisole de force» a-t-il dit, car l'AIEA est tenue par son Statut et par des accords internationaux de mener des activités dont le volume et la portée dépendent nécessairement et essentiellement de la croissance des programmes nucléaires dans le monde.

M. Blix a signalé que d'importants accords de garanties sont entrés en vigueur ou sont en cours de négociation cette année. L'accord avec l'Union soviétique est entré en vigueur le 10 juin et les premières inspections ont été faites en août dans une centrale nucléaire et pour un réacteur de recherche de ce pays. Quatre Etats dotés d'armes nucléaires ont maintenant avec l'AIEA des accords prévoyant l'application de garanties aux installations de leur secteur nucléaire pacifique.

Le Directeur général a également indiqué que l'accord s'était fait dans la plupart des cas sur les formules types pour l'application des garanties aux usines d'enrichissement par centrifugation. Deux formules types, pour l'usine d'Almelo aux Pays-Bas et pour celle de Ningyo au Japon, sont maintenant en vigueur.

Les négociations concernant les garanties en Afrique du Sud se poursuivent, a déclaré M. Blix. Bien que l'Afrique du Sud n'ait pas réagi à la question de l'acceptation générale des garanties, les garanties applicables à une usine semi-commerciale d'enrichissement dans ce pays ont fait l'objet de longues discussions techniques en 1985, tant à Vienne qu'à l'usine en question.

Coopération technique

Dans l'industrie, l'agriculture et l'alimentation, la santé et dans d'autres domaines, les techniques nucléaires trouvent une application plus large en vue du développement social et économique grâce aux activités d'assistance et de coopération techniques, a signalé le Directeur général. Le total des ressources du programme a presque doublé depuis 1980, pour atteindre 36 millions de dollars et le nombre des projets régionaux et inter-

régionaux a augmenté massivement. L'accent est particulièrement mis sur les activités en Afrique concernant l'alimentation et l'agriculture. Plus de 40 pour cent des projets de coopération technique de l'Agence dans ce secteur sont exécutés en Afrique, ce qui, a souligné M. Blix, «contribue aux efforts du système des Nations Unies pour faire face à la situation d'urgence en Afrique et pour lier les secours à un processus de développement durable».

Commerce nucléaire

Dans les transactions nucléaires l'évolution du marché de l'enrichissement et du retraitement a contribué à créer un «climat relativement meilleur». De son côté le Comité de l'AIEA sur la sécurité des approvisionnements (CAS), qui est depuis 1980 le forum international des discussions du commerce nucléaire, a élaboré plusieurs «mesures pratiques» propres à faciliter la coopération internationale. Dès l'abord, il s'est agi surtout de concilier les intérêts des acheteurs, qui veulent être approvisionnés sans à coups en pièces détachées, en combustibles et en techniques appropriées et ceux des fournisseurs qui veulent être sûrs que les fournitures nucléaires ne seront utilisées qu'à des fins pacifiques.

Les mesures en question portent sur l'allègement des difficultés techniques et administratives que présentent les expéditions internationales; sur les mécanismes de secours et de dépannage; sur les mécanismes de révision des accords intergouvernementaux de coopération dans le domaine nucléaire. M. Blix a déclaré que les divergences d'opinion sur les principes généraux de la coopération internationale en matière d'énergie nucléaire ont été «réduites».

NOUVEAU CONSEIL DES GOUVERNEURS DE L'AIEA POUR 1985-86

Le Conseil des gouverneurs nouvellement constitué de l'Agence, organe directeur de cette organisation, composé de 35 membres, a élu Président pour 1985-86 le gouverneur représentant l'Indonésie, Mme **Artati Sudirdjo**.

Les Vice-présidents sont M. **Mieczyslaw Sowiński** (Pologne) et M. **Bo Aler** (Suède).

La vingt-neuvième session ordinaire de la Conférence générale a élu au Conseil des gouverneurs, pour une période de deux ans, les 11 Etats Membres suivants: Algérie, République de Corée, Finlande, Guatemala, Mexique, Mongolie, Pakistan, Pologne, Suède, Soudan et Tchécoslovaquie.

Le nouveau Conseil des gouverneurs pour 1985-86 comprend des représentants des pays suivants:

Algérie
Allemagne, République fédérale d'
Argentine
Australie
Brésil
Canada
Chine
République de Corée
Côte-d'Ivoire
Equateur
Egypte
Etats-Unis d'Amérique

Finlande
France
Grèce
Guatemala
Inde
Indonésie
Italie
Japon
Jordanie
Malaisie
Maroc
Mexique

Mongolie
Norvège
Pakistan
Pérou
Pologne
République démocratique allemande
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Suède
Soudan
Tchécoslovaquie
Union des Républiques socialistes soviétiques

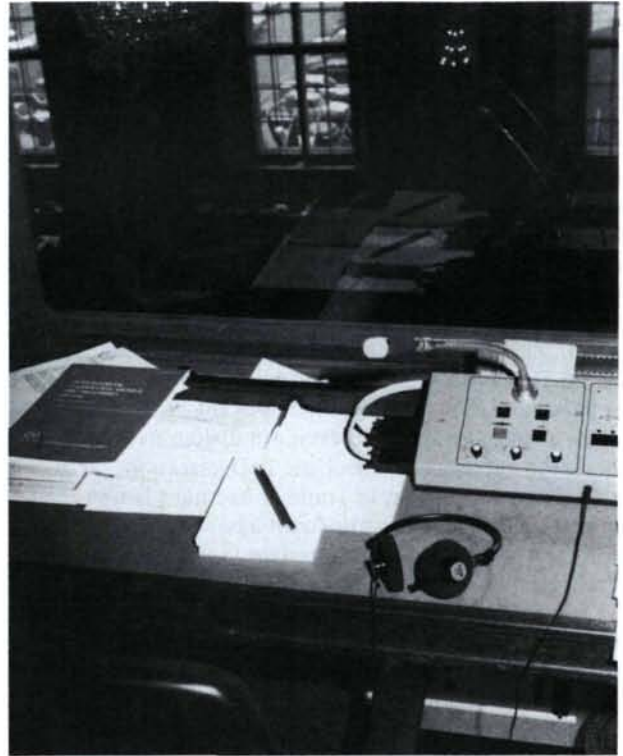
Le Directeur général a aussi fait les observations suivantes:

- **Economie du nucléaire.** Pour la production nucléaire, les perspectives économiques sont «encore meilleures qu'il y a quelques années» grâce, entre autres, à l'allongement des cycles d'exploitation et à l'emploi de nouveaux types de combustibles. La disponibilité des centrales s'est «remarquablement» améliorée et a atteint de 70 à 80 pour cent dans plusieurs pays. Le facteur de charge moyen mondial, indice décisif, a atteint l'an dernier 69 pour cent, soit une augmentation de cinq points.

- **Production d'électricité nucléaire.** La puissance nucléaire installée dans le monde a connu en 1984 sa plus forte augmentation annuelle depuis le début des années 1970. Elle a augmenté de 17 pour cent du fait du raccordement au réseau de 34 nouvelles centrales nucléaires dans 13 pays. (A fin 1984, les 345 centrales nucléaires du monde fournissaient 13 pour cent environ du total de l'électricité.) Ceci montre, a dit M. Blix, que «l'énergie d'origine nucléaire reste pour l'avenir prévisible une des rares options qui soient réalistes et qui réponde aussi à certaines des préoccupations pressantes de notre temps au sujet de l'environnement».

- **Planification de l'énergie.** L'industrie nucléaire s'intéresse davantage aux petits réacteurs, notamment à ceux de moins de 600 mégawatts, a signalé M. Blix, citant à ce sujet une étude de l'AIEA achevée cette année, d'après laquelle les constructeurs, contrairement à ce qui se passait il y a dix ans, ont maintenant à offrir de petits réacteurs à l'exportation, cependant que les clients potentiels dans les pays en développement manifestent eux aussi à cet égard un intérêt nouveau. Des études de faisabilité portant sur des situations particulières seront probablement entreprises prochainement.

- **Sûreté nucléaire.** Les années d'exploitation «sans accident sérieux» qui viennent de s'écouler exercent peu à peu une «influence positive sur l'image du nucléaire»,



Une des cabines d'interprète de la Salle des fêtes où est assurée la traduction simultanée des discours des délégués et de leurs débats.

a dit M. Blix. «L'attention accrue portée à la gestion, à la formation et à l'exploitation porte ses fruits non seulement en termes de fiabilité et d'économie, mais aussi de confiance du public.» Le Directeur général a fait observer que les pays avaient de plus en plus recours aux services de l'AIEA par exemple dans les domaines de la protection radiologique, de la sûreté d'exploitation et de la notification des incidents, pour appuyer et perfectionner leurs programmes nationaux.